

## Les experts italiens sur la défense

Le nouveau directeur de la commission italienne des grands risques a démissionné, mardi 23 octobre, estimant que l'expertise scientifique au service de l'État devenait impossible.

Au lendemain du verdict condamnant à six ans de prison ferme les sept scientifiques de la commission des grands risques, le physicien Luciano Maiani, son nouveau président, a démissionné, suivi par trois hauts dirigeants de cette instance. Il avait déclaré, après l'annonce du verdict : « *C'est la mort du service rendu par des professeurs et des experts à l'État.* »

Mardi 23, après avoir informé la présidence du Conseil de sa décision, il a déploré : « *Je ne vois plus les conditions nécessaires pour travailler sereinement et offrir des avis hautement scientifiques à l'État dans une situation aussi complexe.* »

### ON NE PEUT PAS PRÉVOIR UN SÉISME

Aujourd'hui, certains parmi les plus grands sismologues de la planète, alarmés par un verdict sans précédent dans le monde, susceptible de délégitimer les scientifiques, confirment qu'on ne peut pas prévoir un séisme.

Mais la question, qui restera sans réponse tant que toutes les motivations du verdict du juge Marco Billi n'auront pas été publiées, est de savoir si les experts sont condamnés pour ne pas avoir prévu un événement imprévisible ou pour ne pas avoir pris de précautions dans le contexte de la situation à L'Aquila, où les habitants ont « *reçu des informations inexactes* », selon les déclarations du juge Billi.

### UNE ATTAQUE INÉDITE CONTRE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

« *Si la condamnation est pour ne pas avoir prévu de tremblement de terre, c'est une pure folie, une attaque inédite contre la communauté scientifique internationale et pas seulement italienne* », estime le président du Conseil national des géologues, Gianvito Graziano. Et de s'interroger : « *Ce jugement n'est-il pas influencé par l'émotion suscitée par le nombre de victimes ? Je suis vraiment très préoccupé par ses possibles répercussions.* »

Du côté des familles des victimes, personne n'exulte. Selon l'ancienne présidente de la région des Abruzzes, Stefania Pezzopane, on peut toutefois admirer « *le courage d'un juge qui a condamné des personnes au service de l'État* ». Ceux qui défendent cette décision de justice estiment que ce n'est pas la communauté scientifique qui est condamnée.

### « JE ME SENS CONDAMNÉ COMME GALILÉE »

Un avis que ne partage pas l'ancien directeur de l'Institut national de géophysique et de vulcanologie, Enzo Boschi, l'un des sept condamnés. « *Je me sens condamné comme Galilée et aussi désespéré et humilié que mes six collègues. Au cours de la réunion du 31 mars 2009, j'ai dit qu'un séisme ne peut être prévu et donc ne peut être exclu* », se souvient-il. Son avocat et ceux des autres condamnés présenteront un recours en appel, après avoir pris connaissance des motivations du verdict.

Pour mieux comprendre la sévérité des peines (plus lourdes que les quatre ans de prison requis), il est nécessaire de remonter à la fin mars 2009. À cette époque, depuis quatre mois, [la population de L'Aquila vit dans la terreur d'un tremblement de terre](#) et a déjà subi plus de 400 secousses. L'une d'elle, le 30 mars, à 15 h 38, atteindra une magnitude de 4,1 sur l'échelle de Richter.

### LE RÔLE DE LA PROTECTION CIVILE

Ce jour-là, l'ancien chef de la Protection civile, Guido Bertolaso, aujourd'hui en délicatesse avec la justice pour de graves affaires de corruption, téléphone à la conseillère régionale des Abruzzes, chargée de la protection civile, Daniela Stati. La conversation sera interceptée par les carabinieri dans le cadre d'une autre enquête. Elle a été publiée le 16 janvier 2012 par le quotidien *La Repubblica*.

« *Je suis Bertolaso, dit l'ex-chef de la Protection civile. Mon adjoint va te téléphoner, je lui ai dit d'organiser une réunion sur cette affaire de secousses sismiques pour faire taire immédiatement tout imbécile et calmer les angoisses... Ce doit être une opération médiatique, fais-le savoir à la presse et*

*dis que ce n'est pas parce que nous sommes préoccupés, mais parce que nous voulons tranquilliser les gens. (...) Au lieu de parler toi et moi, nous ferons parler les plus grands scientifiques dans le domaine de la sismologie », ajoute-t-il.*

La réunion se tiendra à L'Aquila le 31 mars, en l'absence de Guido Bertolaso, raison pour laquelle il sera tenu hors du procès contre les sept membres de la commission présents à L'Aquila, outre le fait que ce n'est pas un expert. Elle durera moins de soixante minutes.

À son issue, l'adjoint du chef de la Protection civile, Bernardo De Bernardis, évoquera une « *situation normale* ». Tandis que le comité scientifique aurait confirmé qu'il n'y avait pas de danger, parce qu'il y avait une « *décharge continue d'énergie* » sismique. Ce qui est scientifiquement inexact. Moins d'une semaine après, la secousse fatale du 6 avril entraînera la mort de 309 personnes.

**Anne Le Nir, à Rome.**

**23/10/12 - 19 H 32**